



Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par l'Association pour la promotion de la lutte contre les violences faites aux femmes et la participation au développement de la femme africaine, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

L'autonomisation des femmes et son lien avec le développement durable

Considérant que la femme investit et gère mieux ses économies pour l'encadrement de la famille, elle est identifiée comme un levier indéniable du développement présent, futur et à long terme pour notre pays.

Bien que les femmes soient présentes dans presque tous les secteurs d'activités, elles sont plus nombreuses dans le secteur informel, représentant environ les deux tiers des travailleurs dans ce secteur.

Dans le cadre de l'exploitation des produits maraîchers, les problèmes rencontrés sont les suivants :

Transport pour approvisionnement des produits vivriers; écoulement sur le marché; risque de pertes énormes des denrées périssables; mauvaise gestion du processus commercial; insuffisance de techniques de transformation, conservation, de stockage.

Solutions

Cibler les points d'approvisionnement de ces produits sur l'ensemble du territoire; programmer une vaste campagne de sensibilisation des populations de ces zones; stimuler les projets d'aménagement des routes, impliquant fortement les populations à travers les différentes chefferies de troisième degré et les organisations de la société civile, en partenariat avec le Ministère des travaux publics; créer des structures de formation et de recyclage de ces femmes, focalisées dans les délégations des petites et moyennes entreprises; mettre sur pied des structures d'accueil des produits périssables, servant à l'accueil des produits périssables, à l'achat transformation, conditionnement et revente de ces produits.

Sélection de deux produits : légumes et tomates

La transformation, le conditionnement, la conservation et le stockage des légumes dans une unité de transformation encouragera et fera prospérer l'économie des femmes permettant une réduction considérable des pertes liées au pourrissement; la création des marchés induits pour d'autres femmes (comptoirs de vente de légumes...); la création d'emplois; une source d'approvisionnement fiable pour le marché extérieur.